

# RAPPORT ANNUEL 2019-20



**ASSOCIATION  
CANADIENNE DU DROIT  
ET DES POLITIQUES  
AGROALIMENTAIRES**

# MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE



Cher.e.s membres,

Alors que je m'apprêtais à écrire ce mot, mon téléphone me rappelait qu'il y a quatre ans déjà, je me rendais à Halifax pour assister au tout premier colloque canadien consacré au domaine du droit et des politiques agroalimentaires. Que d'avancées incroyables depuis cette rencontre marquante où nous avons été nombreux à nous réunir, à l'Université Dalhousie, pour y découvrir une impressionnante communauté de spécialistes, de praticiens, d'étudiants et de passionnés du droit et des politiques agroalimentaires. Je suis d'ailleurs reconnaissante envers Jamie Baxter et Glenford Jameson, qui ont pris l'initiative d'organiser cette rencontre rassembleuse en 2016 et d'avoir dès lors semé les graines de ce qui allait devenir, quelques années plus tard, l'Association canadienne du droit et des politiques agroalimentaires (ACDPA).

C'est toutefois dans le cadre de la conférence de 2017, tenue à l'Université d'Ottawa, que les conversations sur la création d'une association nationale ont plus concrètement débutées. S'en sont suivies, tout au long de l'année suivante, d'innombrables appels, discussions en personne lors du troisième colloque à l'Université Laval en 2018, ainsi que de nombreux échanges de courriels au sein d'un groupe de bénévoles généreux et dévoués, jusqu'à la constitution officielle de l'ACDPA en 2019. Notre première rencontre des membres a eu lieu lors du quatrième colloque annuel, ayant pris place à l'Université de Toronto l'année dernière. Depuis, notre structure de gouvernance ad hoc s'est officialisée et deux sommités de notre communauté en assument désormais la direction des opérations: Marsha Cadogan (coprésidente praticienne) et Nadia Lambek (coprésidente académique). Nous avons également opéré la transition de notre conseil d'administration inaugural vers notre conseil d'administration actuel, y compris l'attribution des postes de président, vice-président, secrétaire et trésorier. Dans ce rapport, vous pourrez d'ailleurs en apprendre davantage sur les personnes qui composent le comité exécutif et le conseil d'administration de l'association.

Un grand merci à chacun d'entre eux pour leur travail et leur engagement à bâtir l'ACDPA.

Alors que nous espérons tous tenir notre deuxième assemblée générale à la Faculté de droit Allard, située dans la splendide Colombie-Britannique, la pandémie nous a malheureusement obligés à revoir nos plans et à nous rassembler en ligne pour cette année. Malgré la distance imposée par ces aléas, les liens entre les membres de notre communauté demeurent cruciaux dans notre travail collectif visant à renforcer nos systèmes alimentaires, à les rendre résilients et durables face à une crise climatique mondiale et à garantir qu'ils soient équitables pour les producteurs, les travailleurs et les consommateurs. La COVID-19 a en effet révélé les nombreuses inégalités présentes dans notre système alimentaire. S'il est d'une part réconfortant de voir comment la pandémie a favorisé un intérêt public plus large autour du droit et des politiques agroalimentaires, on constate toutefois, d'autre part, qu'il n'est pas encore certain si cet intérêt se transformera en véritables changements dans la reprise post-pandémie.

En cette période d'incertitude, il y a certes place au doute, mais aussi place à l'espoir. L'une de ces sources d'espoir qui me rassure en ce moment se trouve plus particulièrement dans le travail que j'observe parmi nos membres, qui continuent d'oeuvrer pour l'avancement du droit et des politiques agroalimentaires à travers leurs publications, leur présence médiatique, leur engagement à poursuivre des études de troisième cycle et leur réel désir de s'engager les uns avec les autres à améliorer nos systèmes alimentaires. Ce rapport met par ailleurs en évidence certaines de ces contributions et je suis impatiente de suivre les réalisations de nos membres au cours de l'année à venir. Malgré la crise qui perdure, nous avons beaucoup de pain sur la planche!

**Sarah Berger Richardson**  
Présidente, ACDPA



# MESSAGE DES COPRÉSIDENTES DES OPÉRATIONS

Cher.e.s membres,

La dernière année en fut une des plus passionnantes pour l'ACDPA. Celle-ci s'est amorcée avec le lancement, en novembre 2019, de notre quatrième colloque annuel organisé par la Faculté de droit de l'Université de Toronto. La conférence, Des microbes aux multinationales: les nombreuses échelles du droit et des politiques agroalimentaires, a rassemblé quelque 100 orateurs et plus de 200 participants dans le cadre de trois jours de panels, d'ateliers, de rencontres et de réunions. Ce colloque a été l'occasion d'échanger sur les multiples échelles de gouvernance du système alimentaire, de faire le point, comme à tous les ans, sur les avancées du droit et des politiques agroalimentaires, ainsi que de tenir ce qui fût d'ailleurs l'un des faits saillants de cette édition 2019: une réception organisée par Suresh Doss mettant en vedette des aliments préparés par des chefs émergents de Toronto. Nous avons également eu la chance d'assister aux présentations d'étudiants formant les voix émergentes des milieux universitaire et juridique, lesquelles ont été soumises à notre estimé jury, qui a accordé le prix Gowling WLG - Joe Taller for Emerging Voices in Food Law à Jenna Khoury-Hanna.

Celles et ceux qui ont manqué le colloque, ou qui en veulent un récapitulatif, peuvent consulter les 32 articles de blogue préparés par les incroyables membres du réseau étudiant de l'ACDPA.

Au cours du colloque, nous avons également tenu notre première réunion des membres de l'ACDPA au cours de laquelle nous avons élu un nouveau conseil d'administration, de même que le premier comité exécutif.

À la fin de 2019, le réseau étudiant de l'ACDPA a lancé un programme de mentorat dirigé par Victoria Baylis et Terra Duchene. Le droit agroalimentaire est un domaine émergent du droit, incroyablement varié et demeurant encore à définir, ce qui le rend parfois difficile d'accès pour les universitaires et les praticiens qui désirent l'étudier. Grâce au programme de mentorat, le réseau étudiant vise à mettre en relation ceux qui étudient et / ou espèrent pratiquer dans le vaste domaine du droit et des politiques agroalimentaires avec des personnes plus expérimentées, en vue de favoriser les relations entre ses membres et d'offrir un réseau de conseil. Au total, 13 mentors et 18 mentorés participent actuellement au programme. Un nouvel appel de mentors et de mentorés sera lancé en 2021 pour ceux qui souhaitent rejoindre le programme.

Au début de l'année 2020, nous entamions la planification de notre prochain colloque qui devait être organisé par la Faculté de droit Peter A. Allard de l'Université de la Colombie-Britannique, mais la COVID-19 aura eu raison de ce qui devait être la cinquième édition de notre colloque.

# MESSAGE DES COPRÉSIDENTES DES OPÉRATIONS

Plutôt que d'opter pour une version en ligne, nous avons au départ décidé de reporter le colloque jusqu'à ce que nous puissions nous rencontrer en personne. Toutefois, comme il devient de plus en plus évident que nous ne pourrions nous réunir en personne avant encore un certain temps, nous avons finalement convenu de tenir notre cinquième colloque, *Gouverner les systèmes alimentaires territoriaux: obstacles et opportunités juridiques*, en ligne au printemps 2021. Les détails seront dévoilés ultérieurement via notre liste de diffusion. Restez à l'affût!

Au cours des derniers mois, plusieurs conversations ont eu lieu à travers différents groupes à propos des problèmes sous-jacents de notre système alimentaire, rendus encore plus visibles par la COVID-19, ainsi qu'aux réponses des gouvernements face à ces enjeux. L'une de ces conversations a mené à notre premier webinar d'une série portant sur l'avenir de l'alimentation : Commerce et sécurité alimentaire à l'ère de la COVID-19. Si vous l'avez manqué, ne vous inquiétez pas - vous pouvez le regarder en ligne. Nous avons également d'autres webinaires en préparation et celles et ceux qui souhaitent aider à les organiser peuvent contacter Nadia à [nadia.lambek@mail.utoronto.ca](mailto:nadia.lambek@mail.utoronto.ca).

Notre blogue, édité par la merveilleuse Sabrina Tremblay-Huet, continue lui aussi d'être actif et constitue un excellent lieu de partage d'informations. Découvrez les nouveaux textes d'étudiants de la Faculté de droit civil de l'Université d'Ottawa sur la COVID-19 et les transferts de fonds ou encore sur les droits des travailleurs temporaires. Si vous souhaitez rédiger un billet pour le blogue, nous serions ravis de présenter votre contribution. Veuillez faire parvenir votre texte à [Sabrina.Tremblay-Huet@usherbrooke.ca](mailto:Sabrina.Tremblay-Huet@usherbrooke.ca).

Si vous êtes un.e étudiant.e et que vous êtes intéressé.e par l'écriture, mais que vous ne savez pas sur quoi écrire, veuillez contacter Sabrina qui vous donnera accès à une longue liste de sujets potentiels en attente d'un auteur.

Notre liste de diffusion n'a malheureusement pas été très active dernièrement, mais elle offre toujours aux membres un excellent moyen de partager des informations d'actualités sur le droit et les politiques agroalimentaires. Plusieurs d'entre eux ont d'ailleurs été rassemblés sous l'onglet Lois et politiques agroalimentaires de la section Actualités de notre site Web. Vous y trouverez également des webinaires à venir, de nouvelles publications et des décisions importantes dans le domaine du droit et des politiques agroalimentaires. Nous vous encourageons également à nous partager vos trouvailles sur la liste de diffusion!

Dans les coulisses, nous avons également mis à jour notre site Web, discuté avec les étudiants intéressés, réfléchi à la manière de mieux aborder les questions d'équité dans notre travail et songé à de nouvelles activités pour l'année à venir. Si vous avez des idées ou si vous souhaitez travailler sur un projet, faites-le-nous savoir - nous serions ravis de vous entendre!

Merci à tous pour votre adhésion, votre engagement et votre travail accompli en vue d'améliorer nos systèmes alimentaires. Prenez soin de vous en ces temps étranges.

Avec amitié et solidarité, nous espérons que votre prochain repas en soit un bon!

**Marsha Cadogan & Nadia Lambek**  
Coprésidentes du comité des opérations, ACDPA



# Qui nous sommes

## Conseil d'administration



### Sarah Berger Richardson, présidente

Sarah est professeure adjointe à la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa (section de droit civil), où elle enseigne le droit alimentaire et agricole, la responsabilité civile et le droit administratif. Ses recherches portent sur la régulation de la production agroalimentaire, avec un accent particulier mis sur l'industrie de la viande. Elle détient un doctorat de la Faculté de droit de l'Université McGill et sa thèse a porté sur la manière dont les perspectives socioculturelles et morales autour de la façon dont les animaux doivent être élevés et abattus sont prises en compte dans la conception des systèmes d'inspection des viandes. En 2018-2019, elle a été chercheuse invitée à la Schulich School of Law de l'Université Dalhousie. Elle est titulaire d'une maîtrise en droit (LL.M) de l'Université de Tel Aviv, où elle a été chercheuse au Manna Center in Food Safety and Security. Auparavant, elle a été auxiliaire juridique à la Cour suprême d'Israël et au Tribunal canadien de révision agricole.

### Don Buckingham

Élevé sur une ferme en Saskatchewan, Don en est venu à apprécier l'effort requis pour produire une communauté agricole rurale dynamique. Comme ses parents accordaient une grande importance à l'éducation, Don a poursuivi ses études post-secondaires et a obtenu un B.A. en littérature française, ainsi qu'un diplôme d'études supérieures en études de développement international. Il a finalement complété son parcours en décrochant des diplômes de niveau baccalauréat, maîtrise et doctorat en droit, avec une spécialisation en droit agricole et alimentaire. La vie professionnelle de Don l'a mené partout au Canada et à l'étranger. En tant qu'avocat, il a été praticien privé, professeur d'université, conseiller gouvernemental, juge administratif et PDG d'un groupe de réflexion sur l'alimentation et l'agriculture. Il continue aujourd'hui à oeuvrer bénévolement et professionnellement à la maison et à l'étranger dans les milieux de l'agriculture, de l'alimentation, de l'environnement, et des communautés confessionnelles. Sa famille, qui inclut maintenant ses petits-enfants, l'inspire et le soutient. D'ailleurs, faisant partie d'une famille « gourmande », préparer et déguster de bons repas lui offrent des occasions inouïes de discuter de toute la complexité de l'alimentation et de l'agriculture.



### Carmen Francis

Carmen est avocate en commerce international et en réglementation chez McCarthy Tetrault LLP. Dans le domaine de la réglementation, son expertise suit l'ensemble du continuum des produits alimentaires: de la création du produit (y compris la viabilité juridique des produits introduits sur le marché canadien), à la composition du produit, aux listes d'ingrédients, aux allégations de marketing et de publicité, à l'emballage et à l'étiquetage, aux quotas d'importation et d'exportation et la conformité douanière, de même qu'aux rappels de produits et à l'engagement avec les organismes de réglementation canadiens. La pratique de Carmen s'est également concentrée sur l'intersection entre le droit et les politiques agroalimentaires et les flux commerciaux internationaux - une perspective qui est devenue de plus en plus pertinente alors que nous évaluons l'équilibre entre la production mondialisée et la demande d'approvisionnement local. Dans le cadre de sa pratique du commerce international, Carmen a acquis une expérience significative en tant que partie dans les enquêtes et les litiges antidumpings, les différends relatifs aux investissements internationaux, les questions de contrôle des importations et des exportations ainsi que le respect des règles douanières et des sanctions.



### Alix Génier

Alix a récemment complété son stage pour le Barreau du Québec au Bureau d'Aide Juridique de Joliette et travaille présentement comme analyste au sein du Collectif Récolte. C'est une passion pour les systèmes alimentaires mondialisés et localisés qui l'a menée vers le droit. Alix souhaite oeuvrer dans le domaine des politiques publiques agricoles et agroalimentaires dans le but de rendre nos systèmes alimentaires plus justes, durables et équitables pour tous et toutes. Elle s'implique auprès de différents organismes militants pour la justice et la souveraineté alimentaire et a été coordonnatrice de la Clinique juridique de droit agricole et agroalimentaire de McGill.





## Amélie Gouin, secrétaire

Amélie est associée principale chez Borden Ladner Gervais LLP. Elle se spécialise en litige commercial et pratique principalement dans les domaines du droit de la concurrence, de la publicité et du marketing, des recours extraordinaires, des litiges entre actionnaires, de la fraude et de la propriété intellectuelle. Elle a complété ses études en droit civil et en common law à l'Université McGill. Depuis 2011, Me Gouin est impliquée dans les activités de la Jeune Chambre de commerce de Montréal. Elle est actuellement avocate superviseure à la Clinique de droit de l'alimentation et de l'agriculture de McGill.

## Glenford Jameson, vice-président

La pratique de Glenford se concentre sur les problèmes commerciaux et réglementaires des entreprises. Son expérience en droit des affaires porte sur des questions transactionnelles et commerciales, y compris les fusions et acquisitions, le financement par capital-investissement, ainsi que sur un large éventail de questions en droit des affaires. Son travail portant sur la réglementation l'amène à collaborer avec des clients en vue de gérer des processus permissifs ou des mesures d'application de la part de Santé Canada ou de l'ACIA dans le contexte alimentaire. Il possède également une expérience significative dans le secteur de l'industrie alimentaire, notamment en lien avec des organisations nationales et internationales qui sont confrontées à un degré élevé de réglementation provinciale / fédérale et celles qui cherchent à contester les régimes réglementaires en vertu desquels les aliments sont produits et vendus en Ontario et au Canada. Il compte parmi ses clients des entreprises en démarrage, des organismes sans but lucratif, des PME, des gouvernements et des multinationales.



## Jean-Pierre Levesque, trésorier

Jean-Pierre est avocat chez Cain Lamarre, où il pratique en droit des affaires et en droit agricole et agroalimentaire. Dans le domaine du droit agricole et de l'agroalimentaire, Jean-Pierre travaille au niveau de la conformité réglementaire, de la transformation et de la commercialisation des aliments, du rappel de produits, ainsi que sur les sanctions et infractions. Il conseille et défend les intérêts des producteurs et des transformateurs agricoles devant les autorités compétentes, notamment la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec.

## Heather McLeod-Kilmurray

Heather McLeod-Kilmurray est professeure au Center for Environmental Law and Global Sustainability (CELGS) de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa (section common law). Ses recherches portent sur les délits toxiques, la justice environnementale, la relation entre la science et les tribunaux, et le droit alimentaire, y compris les OGM et l'élevage industriel. Elle est coauteure de *The Canadian Law of Toxic Torts* avec la professeure Lynda Collins et co-éditrice de *Canadian Food Law and Policy* avec les professeures Nathalie Chalifour et Angela Lee. Elle est également une ancienne membre à temps partiel du Tribunal de l'environnement de l'Ontario.



## Kathleen Sullivan

Kathleen Sullivan est l'une des chefs de file de l'industrie agroalimentaire les plus dynamiques et les plus expérimentées au Canada, dotée d'une carrière de plus de 25 ans dans le secteur alimentaire canadien. En août 2018, Kathleen a été nommée chef de la direction de la nouvelle société Food and Beverage Canada - Aliments et boissons Canada - une organisation représentant les fabricants canadiens d'aliments et de boissons. Kathleen a occupé plusieurs postes de direction dans le secteur agroalimentaire canadien, notamment celui de Directrice générale de l'Alliance canadienne du commerce agroalimentaire, de Présidente de l'Institut canadien des politiques agroalimentaires, de Directrice générale de l'Association de nutrition animale du Canada et de Présidente de Sullivan Consulting. Kathleen est titulaire d'un baccalauréat en commerce de l'Université Carleton et d'un diplôme en droit de l'Université de Western Ontario.



# Qui nous sommes

## Comité exécutif

### Coprésidentes



**Marsha Cadogan**  
(présidente  
praticienne)

Dr. Marsha Simone Cadogan est une avocate internationale des droits de propriété intellectuelle, dotée d'une expertise autour des questions de marques, des appellations géographiques (alimentaires et non alimentaires), ainsi que dans le droit des brevets et des droits d'auteur. D'autres aspects de son travail portent notamment sur les technologies émergentes (intelligence artificielle, blockchains et automatisation de l'impression 3D), en interface avec le droit de la propriété intellectuelle, les accords de libre-échange préférentiels, l'orientation des lois sur la propriété intellectuelle et les théories du droit international et du développement durable. Elle détient un doctorat en droit de la propriété intellectuelle et est membre du Barreau de l'Ontario. Elle est également la représentante canadienne au Comité permanent des appellations géographiques de l'AIPPI (International Association for the Protection of Intellectual Property Rights).



**Nadia Lambek**  
(présidente  
académique)

Nadia est candidate au SJD à l'Université de Toronto et avocate, chercheuse et défenseuse des droits de la personne. Elle se concentre principalement sur les transitions des systèmes alimentaires et les droits des travailleurs. Elle est également professeure auxiliaire à la Vermont Law School où elle enseigne des cours sur la gouvernance de la sécurité alimentaire mondiale. En 2018, elle a travaillé avec la société civile sur le mécanisme des peuples autochtones au Comité des Nations Unies sur la sécurité alimentaire mondiale, de même que sur un rapport de suivi de la réalisation du droit à l'alimentation. Elle est en outre rédactrice en chef de *Rethinking Food Systems: Structural Challenges, New Strategies and the Law* (Springer 2014).

### Coprésidents du réseau étudiant



**Jessica Cytryn**

Jessica est stagiaire chez McCarthy Tétrault LLP, où elle pratique en droit des affaires, droit de la consommation et dans les secteurs de l'alimentation, des boissons et de l'agroalimentaire. Jessica a travaillé dans l'industrie de la restauration pendant 11 ans, et détient un prix WSET de niveau 2 en vins et spiritueux. Elle est également présidente du Montreal Restaurant Workers Relief Fund. Elle organise en outre des dégustations de vins pendant ses temps libres.



**Terra Duchene**

Terra poursuit actuellement son LLM à la UCLA. Elle est titulaire d'un diplôme en droit de Windsor Law, où elle a occupé des postes tels que rédactrice en chef de la Windsor Review of Legal and Social Issues, rédactrice en chef de la Canadian Bar Review, coorganisatrice de deux panels sur le droit alimentaire, présidente de l'Environmental Law Society et Cycling Association of Windsor Law, et membre du conseil d'administration du Campus Community Garden. Elle a auparavant travaillé en Irlande où elle était gestionnaire d'un restaurant. Son intérêt pour le droit alimentaire se situe principalement au niveau pratique et elle se passionne pour la recherche autour du procédé de fermentation.



**Sabrina  
Tremblay-Huet**

Sabrina Tremblay-Huet est doctorante en droit et chargée de cours à l'Université de Sherbrooke. Elle fut assistante de recherche pour un projet sur l'étiquetage des produits alimentaires d'origine animale dans le cadre de la Chaire de recherche juridique en diversité et sécurité alimentaire. Ses intérêts de recherche sont la théorie juridique internationale, les droits humains et le droit animal.



**Jessica  
Dufresne**

Avocate membre du Barreau du Québec, Jessica Dufresne est également titulaire d'une licence en droit de l'Université Paris-1 Panthéon Sorbonne, d'un baccalauréat en droit de l'Université Laval et d'une maîtrise en droit international de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Elle poursuit présentement des études doctorales au sein de la Section de droit civil de Faculté de droit de l'Université d'Ottawa et sa thèse porte sur le rôle des municipalités dans la réalisation du droit à l'alimentation au Canada, un droit pour lequel elle milite depuis plusieurs années et qui est au cœur de ses implications citoyennes et communautaires.



**Alyssa Brierley**

Alyssa Brierley est la directrice générale et avocate générale du Centre pour les droits à l'égalité dans le logement (CERA), la principale ONG canadienne œuvrant pour la promotion du droit au logement. Elle est avocate et professionnelle des politiques publiques avec plus d'une décennie d'expérience en politique publique, en service juridique, en recherche et en gestion des opérations. Avant de se joindre au CERA, Alyssa a été conseillère en politique de la santé, des affaires sociales, de la justice et du travail auprès du président du Conseil du Trésor de l'Ontario et directrice des politiques auprès du ministre du Développement économique, de l'Emploi et de l'Infrastructure. Alyssa a également travaillé comme conseillère en recherche juridique et en communication auprès du rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, comme avocate et analyste des politiques à l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario, et a terminé un stage chez Torys LLP. Alyssa est titulaire d'un baccalauréat de l'Université de Waterloo, d'une maîtrise en sciences politiques de l'Université York, d'un Juris Doctor de la Osgoode Hall Law School et est en voie de terminer un doctorat en science politique à l'Université York, où elle se concentre sur la question du droit à l'alimentation en Inde.



# BLOG DE L'ACDPA: FAITS SAILLANTS

Le blog de l'ACDPA fait partie intégrante de l'association depuis ses tout débuts et est actif depuis 2017. Il était important pour nous de fournir un forum pour un échange dynamique d'idées sur le droit et les politiques agroalimentaires. Au fil des ans, le blog a fourni un espace privilégié aux membres de notre communauté afin qu'ils puissent partager leurs opinions, échanger les plus récentes mises à jour, mettre en évidence les points à retenir de nos colloques annuels et célébrer le travail des leaders dans le domaine. L'année dernière, ceux qui étaient en charge du blog durant le colloque ont rédigé divers billets sur les faits saillants de cette rencontre tenue à l'Université de Toronto. En l'espace d'une semaine, pas moins de 32 billets ont été rédigés sur un large éventail de sujets, notamment à propos de la chaîne de blocs, de l'étiquetage des aliments, des chaînes d'approvisionnement alimentaire mondiales, des protéines alternatives, de la justice pour les travailleurs agricoles migrants, de la politique alimentaire nationale du Canada et bien plus encore. En plus de capturer les faits saillants du colloque et de les partager avec le grand public, ces articles de blog offrent également aux étudiants en droit l'occasion de perfectionner leurs compétences en rédaction, tout en s'engageant de manière substantielle sur les problèmes émergents dans le domaine.

**"[...] Pat urged the legal community to view the field of Food Law and Policy as an interdisciplinary area that requires cooperation across fields. Areas such as competition law need to work alongside safety regulation and human rights law. Only when we recognize the various facets of law and policy's role in the food system can we come up with effective solutions."**

**Madeleine Andrew-Gee**

**"Dans le cas des travailleurs dans le secteur agroalimentaire, les risques ne sont pas uniquement pour la santé physique, mais également pour la santé mentale. Comment se fait-il que le secteur d'activités avec l'un des plus grands risques de blessures ne fasse toujours pas partie de l'un des groupes prioritaires au sens de la loi?"**

**Charles Pothier-Levasseur**

Plus récemment, le blog a également offert un forum à deux étudiants en droit de l'Université d'Ottawa, qui y ont publié leurs réflexions à propos de diverses façons dont la COVID-19 a eu un impact sur nos systèmes alimentaires et sur la main-d'œuvre agricole. Dans son billet, Nicole Camacho examine comment la COVID-19 contribue au ralentissement des envois de fonds mondiaux et son impact sur la sécurité alimentaire mondiale. De son côté, Charles Pothier Levasseur explore la question entourant la santé et la sécurité au travail des travailleurs de l'agroalimentaire employés par des agences de placement temporaire, un sujet qui intéressera bon nombre de nos membres œuvrant dans l'industrie des aliments et des boissons.

Le blog est ainsi en bonne voie d'accomplir sa mission de fournir une plateforme importante à tous les acteurs du droit et des politiques agroalimentaires, y compris pour les étudiants qui utilisent cette plateforme. Si vous souhaitez soumettre un billet sur un sujet lié à la mission de l'association, veuillez envoyer un courriel à Sabrina Tremblay Huet, rédactrice du blog, pour présenter votre idée à : [sabrina.tremblay-huet@usherbrooke.ca](mailto:sabrina.tremblay-huet@usherbrooke.ca).

# PROCHAIN COLLOQUE DE L'ACDPA

13-15 mai 2021

Initialement prévue pour novembre 2020, notre 5e conférence a finalement dû être transférée en ligne et se tiendra donc sur 3 jours en mai 2021 (13-15 mai). Le colloque est organisé par la Faculté de droit Peter A. Allard de l'Université de la Colombie-Britannique et le thème sera Gouverner les systèmes alimentaires territoriaux : obstacles et opportunités juridiques.

Reconnaissant que nous faisons tous de plus en plus face au transfert de nos activités en ligne, nous travaillons dur pour développer une approche créative et engageante sur cette plateforme. Nous vous enverrons d'ailleurs bientôt un « appel à idées », sollicitant des sujets spécifiques et des recommandations de conférenciers pour chaque événement. Le colloque abordera un certain nombre de problèmes qui affligent actuellement nos systèmes alimentaires, en se tournant vers les solutions potentielles présentées par les systèmes alimentaires territoriaux. Le colloque continuera de se concentrer sur l'importance de la gouvernance autochtone et des approches autochtones de la souveraineté alimentaire en tant que sources précieuses de conseils, soulignant toute différence par rapport à l'approche occidentale actuelle. Nous examinerons si les systèmes alimentaires territoriaux offrent une alternative viable au modèle mondialisé actuel, ainsi que s'ils pourraient mieux lutter contre les injustices raciales au sein de nos systèmes alimentaires, aider à atténuer les effets du changement climatique et améliorer l'accès à la nourriture. Nous étudierons également les impacts de la COVID-19 sur les chaînes d'approvisionnement mondiales et locales.

## Présidents de la conférence



Victoria Baylis



Stephen Wood

## Membres du Comité organisateur du colloque

Sarah Berger Richardson

Abra Brynne

Marsha Cadogan

Jessica Cytryn

Patricia Galvao Ferreira

Amelie Gouin

Glenford Jameson

Nadia Lambek

Lauren McCulloch

Heather Mcleod-Killmurray

Linda Nowlan

# GOVERNANCE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES TERRITORIALISÉS: OBSTACLES ET OPPORTUNITÉS JURIDIQUES



5E COLLOQUE ANNUEL  
CANADIEN EN DROIT  
ET POLITIQUES  
PUBLIQUES  
AGROALIMENTAIRES

**DU 13 AU 15 MAI 2021**

Les systèmes alimentaires territorialisés, ancrés dans les territoires, les régions et les communautés, sont-ils une alternative viable aux commodités alimentaires offertes et échangées sur les marchés internationaux? Ces systèmes pourraient-ils répondre aux besoins de l'ensemble des communautés de partout sur la planète? Quelles sont les barrières juridiques, politiques et sociales auxquelles se butent le développement des systèmes alimentaires territorialisés?

***Restez à l'affût pour en apprendre davantage!***  
***Visitez le [www.foodlaw.ca](http://www.foodlaw.ca)***



# Nouvelles de nos membres

## DANS LA COMMUNAUTÉ

**Jessica Cytryn** a cofondé le Fonds de secours des travailleurs de la restauration de Montréal en mars. Grâce à une campagne active de financement participatif ainsi qu'au soutien de plusieurs entreprises montréalaises, l'initiative a permis d'amasser plus de 200 000 \$ et d'aider près de 1000 travailleurs des services alimentaires qui ont été mis à pied ou qui ont vu leurs heures réduites en raison de la COVID-19.

En janvier, **Nadia Lambek** a pris le poste de coanimatrice du Groupe de travail des jeunes pour la société civile et le mécanisme des peuples autochtones auprès du Comité des Nations Unies sur la sécurité alimentaire mondiale. Après un processus d'élaboration collective, le groupe de travail a publié le mois dernier ses « Demandes des jeunes pour une transformation radicale de nos systèmes alimentaires ». Vous pouvez lire la déclaration de politiques [ici](#), et plus d'informations sur le travail du groupe [ici](#).

**Jeannette Tramhel** a donné un webinaire pour l'Institut de droit international en mai intitulé « Sécurité alimentaire: renforcer la résilience face à la crise ». Pour ceux qui l'ont manqué, un enregistrement est disponible [ici](#). En juin, elle a organisé une table ronde pour le Secrétariat aux affaires juridiques de l'OEA intitulée « La sécurité alimentaire comme défi dans l'après COVID-19 »; vous pouvez accéder à l'enregistrement et la transcription disponibles [ici](#).

## TOUTES NOS FÉLICITATIONS!

**Sophia Murphy** a rejoint, en octobre 2020, l'Institut pour la politique agricole et commerciale (IATP) en tant que directrice générale. Sophia est une cheffe de file de la sécurité alimentaire mondiale, du commerce international et de la concentration des entreprises, alors qu'elle se concentre sur l'importance des systèmes alimentaires qui soutiennent les communautés rurales et l'environnement. Elle y dirigera les efforts des IATP pour amener des réformes politiques afin de garantir des systèmes alimentaires, agricoles et commerciaux justes et durables.

**Talia Ralph** a récemment été embauchée comme avocate au sein des Services juridiques agroalimentaires au service de l'Agence canadienne d'inspection des aliments et d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

**Angela Lee** s'est jointe cet été à la Faculté de droit de l'Université Ryerson en tant que professeure adjointe. Avant de se joindre à Ryerson, Angela était boursière Schulich 2019-2020 à la Schulich School of Law de l'Université Dalhousie.

**Jenna Khoury-Hanna** a été sélectionnée pour la bourse d'études supérieures en droit de l'alimentation et de l'agriculture 2020-2021 de la Faculté de droit Elisabeth Haub de l'Université Pace. Parallèlement à la bourse, Jenna travaille également à la réalisation d'un LL.M en droit de l'environnement avec une spécialisation en droit de l'utilisation des terres et du développement durable.

**Lauren Martin** assume depuis peu un nouveau rôle au sein de la Canadian Cattlemen Association (CCA) et y gère les relations gouvernementales et la politique alimentaire. Créé en 1932 et en constante évolution avec l'industrie, la CCA travaille sur un large éventail de questions qui préoccupent les producteurs de bœuf canadiens. Les principaux domaines d'intérêt actuels comprennent l'accès au marché et les réglementations commerciales, la durabilité, les soins aux animaux, la santé animale et la sécurité alimentaire, le classement/l'inspection, le marketing, les affaires gouvernementaux et réglementaires, la politique fiscale / monétaire et la gestion des risques commerciaux.

**India Annamanthadoo** a réussi le barreau de l'Ontario et termine actuellement ses articles avec G.S. Jameson & Company.

# Nouvelles de nos membres

## PUBLICATIONS

**Marsha Cadogan**, « The Prospects and Limits of Blockchain Technologies in the Global Protection of Geographical Indications » (2020) 35 Canadian Intellectual Property Review 27 (Disponible [ici](#))

« Geographical Indications in Canada's Food and Beverage Businesses », Lawyers Daily August 4th, 2020 (Disponible [ici](#))

« Implications of International Treaty on Geographical Indications » , Lawyers Daily July 27th, 2020 (Disponible [ici](#))

**Renata Pimental Watkin**, « La propriété intellectuelle et l'innovation : Les indications géographiques sont-elles compatibles avec l'innovation ? » Paradigms in Intellectual Property Blog (Disponible [ici](#))

Adam Houston & **Angela Lee**, « Diets, Diseases, and Discourse: Lessons from COVID-19 for Trade in Wildlife, Public Health, and Food Systems Reform » (2020) 5 Food Ethics, DOI: 10.1007/s41055-020-00075-4.

**Don Buckingham**, « COVID-19 pandemic tests Canada's agri-food supply chain », Food in Canada April 2020 (Disponible [ici](#))

**Sarah Berger Richardson**, « Worked to the bone: COVID-19, the agrifood labour force, and the need for more compassionate post-pandemic food systems » in Vulnerable: The Policy, Law and Ethics of COVID-19, Colleen M Flood, Vanessa MacDonnell, Jane Philpott, Sophie Theriault & Sridhar Venkapuram (eds) (Ottawa: University of Ottawa Press, 2020) (Disponible [ici](#))